

*Billet paru dans Réalités neuchâteloises en novembre 2001*

## **Péréquation, blocus et individualisme**

### **Péréquation**

Lors du débat sur la péréquation cantonale, l'indigence farfelue des arguments des opposants m'avait particulièrement marqué. Fort malheureusement, cette pauvreté des arguments, alliée à des réactions parfois épidermiques avait occulté quelques points qui auraient mérité une plus grande attention. Je me souviens, par exemple, qu'un lacustre (habitant du bord du lac, proche du Laténium) avait accusé les partisans de la péréquation de vouloir financer des places de parc gratuites au Locle sur le dos des localités du Littoral.

Le débat avait alors beaucoup perdu en qualité et les vraies questions, celles qui font surface aujourd'hui, avaient été occultées. Certains avaient alors relevé le risque que les villes du haut se contenteraient de recevoir les fruits de la péréquation sans que la fiscalité ne s'en ressente. D'autres avaient regretté que le Conseil d'Etat (qui jurait alors qu'il n'en ferait pas usage) aie seul la latitude d'augmenter le volume du panier péréquatif.

Or force est de constater, tant au niveau de la fiscalité des villes que sur l'interventionnisme étatique, que ces craintes des opposants étaient fondées.

Notre parti s'est laissé aller à une foire d'empoigne et à des règlements de comptes et a oublié l'intérêt, supérieur, de la communauté. Le débat n'a pas eu toute la sérénité voulue et c'est dommage.

Si c'était à refaire et si les tant les supporters que les opposants avaient des arguments et un comportement réfléchis, au vu de l'expérience faite cette dernière année, je m'opposerais à la péréquation intercommunale.

Ce d'autant plus que d'un point de vue purement idéologique, cette forme de péréquation (prendre aux riches pour donner aux pauvres) représente plus du socialisme que du libéralisme...

### **Blocus**

L'actualité de la semaine dernière a laissé une part importante au blocus des centres de distribution de la Coop et de la Migros. Menée par Fernand Cuche, ami du terroriste français José Bové, une frange d'agriculteurs empêche des entreprises privées de mener leurs tâches à bien. Cette frange, qui ne représente qu'une partie marginale du monde agricole, est toutefois à prendre très au sérieux. Ces actions désespérées sont le signal de l'impréparation du monde agricole à la libéralisation de leur milieu.

J'ai la terrible impression que ce qui se passe est aussi un peu de notre faute. A avoir par trop ignoré les préoccupations d'une partie importante de notre électorat, nous avons laissé la gauche dure en reprendre une large part. L'agriculture, traditionnellement à droite, est en train de virer à gauche. Par notre négligence.

Nous avons à motiver le monde agricole à se restructurer et à diversifier sa production. Nous comprenons qu'il est difficile de passer à une économie protectionniste et étatiste à une économie de marché. Le chemin est long et l'agriculture doit en faire la difficile expérience, comme toutes les autres branches de l'économie.

Les vœux des consommateurs doivent être pris en compte par les producteurs de viande : nous ne nous contentons plus de manger de vieilles vaches mises à l'abattoir dès qu'elles ne peuvent plus produire de lait. Les consommateurs recherchent des spécialités parfois un peu plus exotiques (bison, charolais, etc...).

La meilleure preuve de ce qui précède est que les producteurs qui ont déjà fait le pas de diversifier et d'augmenter la qualité de leurs produits sont ceux qui s'en sortent le mieux.

Un dernier mot à propos du blocus de Marin, il était amusant d'entendre à la radio que les agriculteurs s'abritaient de la pluie sous la marquise du restaurant MacDonald's tout proche. Cohérence, quand tu nous tiens...

### **Individualisme**

Nombreux sont les associations, les groupements, les clubs-service, etc... qui se plaignent de la difficulté de motiver leurs membres, voire de l'impossibilité de recruter. Chacun y va de son couplet d'excuses pour ne pas avoir à s'engager pour la communauté.

« On » ne s'engage plus pour les plus malchanceux de notre société. « On » reste rivé sur les résultats de ses placements financiers. « On » reste calfeutré dans son fauteuil. « On » laisse les autres s'occuper des choses publiques.

En se refermant sur son petit monde, le citoyen abandonne ses responsabilités morales et sociales. Il laisse ainsi les plus défavorisés seuls face à leur sort. Il laisse l'Etat assurer à ces pauvres gens un minimum de décence.

C'est ainsi que l'individualisme force les services publics à remplacer les carences de la société privée. En augmentant ainsi les tâches de l'Etat, l'individualisme conduit à un Etat social renforcé.

Qui l'aurait crû ? L'individualisme conduirait donc au socialisme et la fibre sociale serait-elle garante du libéralisme ?

Yvan Botteron  
Conseiller général  
Les Ponts-de-Martel